



## LES INDICES 2002 DE PERCEPTION DE LA CORRUPTION PASSIVE ET ACTIVE DE TRANSPARENCY INTERNATIONAL

### INDICE DE PERCEPTION DE LA CORRUPTION PASSIVE

Depuis 1995, Transparency International (TI) établit chaque année un indice de perception de la corruption<sup>1</sup> (IPC). En le publiant, cette organisation non gouvernementale en rappelle régulièrement les limites. Il est le résultat d'une collecte d'opinions, non des faits objectifs lesquels font défaut dans ce domaine. Il tend à apprécier le degré de corruption passive qui prévaut dans l'appareil public de différents pays et exclut donc aussi bien la propension des entreprises à corrompre (c'est l'objet de l'indice de perception de la corruption active traité ci-après) que le blanchiment. L'IPC ne couvre qu'environ la moitié des pays souverains, ceux pour lesquels on disposait d'au moins trois sondages, afin d'assurer un minimum de fiabilité aux données recueillies.

Pour sa huitième édition, l'IPC offre un tableau déprimant : 69 % des pays recensés n'atteignent pas le score de 5/10, contre 60 % en 2001.

Ce constat doit être reçu comme un signal d'alarme. La convention de l'OCDE, conçue depuis bientôt cinq ans et en vigueur depuis deux à trois ans selon les pays, devrait marquer une étape décisive dans la lutte contre la corruption internationale. Mais aucun changement n'est encore perceptible.

Le recul apparent d'une année sur l'autre est en partie dû au fait que le nombre de pays recensés a été porté à 102, en incluant 11 pays nouveaux, mais aussi au fait que plusieurs pays repassent sous la barre des 5/10 (Hongrie, Tunisie, Malaisie). Les comparaisons d'une année à l'autre sont fragiles<sup>2</sup>. Il y a néanmoins des variations significatives, telles que la chute de l'Argentine (de 3,5 à 2,8). En sens inverse, la Russie progresse, tout en conservant une note misérable (de 2,3 à 2,7). La France se traîne au 25<sup>ème</sup> rang avec un score de 6,3 (elle était 23<sup>ème</sup> avec 6,7 en 2001). Elle ne devance, parmi les pays occidentaux, que l'Italie et la Grèce, et elle se fait dépasser par le Botswana.

La méthode suivie est celle des années précédentes. En 2002, les travaux de 9 instituts au lieu de 7 ont été exploités.

### Indice 2002 de perception de la corruption passive

Rang	Pays	Score IPC 2002	Études utilisées	Écart type
1	Finlande	9,7	8	0,4
2	Danemark	9,5	8	0,3
	Nouvelle-Zélande	9,5	8	0,2
4	Islande	9,4	6	0,4
5	Singapour	9,3	13	0,2
	Suède	9,3	10	0,2
7	Canada	9,0	10	0,2
	Luxembourg	9,0	5	0,5
	Pays-Bas	9,0	9	0,3
10	Royaume-Uni	8,7	11	0,5
11	Australie	8,6	11	1,0
12	Norvège	8,5	8	0,9
	Suisse	8,5	9	0,9
14	Hong Kong	8,2	11	0,8
15	Autriche	7,8	8	0,5
16	États-Unis	7,7	12	0,8
17	Chili	7,5	10	0,9
18	Allemagne	7,3	10	1,0
	Israël	7,3	9	0,9
20	Belgique	7,1	8	0,9
	Japon	7,1	12	0,9
	Espagne	7,1	10	1,0
23	Irlande	6,9	8	0,9
24	Botswana	6,4	5	1,5
25	France	6,3	10	0,9
	Portugal	6,3	9	1,0
27	Slovénie	6,0	9	1,4
28	Namibie	5,7	5	2,2
29	Estonie	5,6	8	0,6
	Taiwan	5,6	12	0,8
31	Italie	5,2	11	1,1
32	Uruguay	5,1	5	0,7
33	Hongrie	4,9	11	0,5
	Malaisie	4,9	11	0,6

### Indice 2002 de perception de la corruption passive (suite)

Rang	Pays	Score IPC 2002	Études utilisées	Écart type
	Trinité et Tobago	4,9	4	1,5
36	Biélorussie	4,8	3	1,3
	Lituanie	4,8	7	1,9
	Afrique du Sud	4,8	11	0,5
	Tunisie	4,8	5	0,8
40	Costa Rica	4,5	6	0,9
	Jordanie	4,5	5	0,7
	Ile Maurice	4,5	6	0,8
	Corée du Sud	4,5	12	1,3
44	Grèce	4,2	8	0,7
45	Brésil	4,0	10	0,4
	Bulgarie	4,0	7	0,9
	Jamaïque	4,0	3	0,4
	Pérou	4,0	7	0,6
	Pologne	4,0	11	1,1
50	Ghana	3,9	4	1,4
51	Croatie	3,8	4	0,2
52	République Tchèque	3,7	10	0,8
	Lettonie	3,7	4	0,2
	Maroc	3,7	4	1,8
	Slovaquie	3,7	8	0,6
	Sri Lanka	3,7	4	0,4
57	Colombie	3,6	10	0,7
	Mexique	3,6	10	0,6
59	Chine	3,5	11	1,0
	République Dominicaine	3,5	4	0,4
	Éthiopie	3,5	3	0,5
62	Égypte	3,4	7	1,3
	El Salvador	3,4	6	0,8
64	Thaïlande	3,2	11	0,7
	Turquie	3,2	10	0,9
66	Sénégal	3,1	4	1,7
67	Panama	3,0	5	0,8
68	Malawi	2,9	4	0,9

### Indice 2002 de perception de la corruption passive (suite)

Rang	Pays	Score IPC 2002	Études utilisées	Écart type
	Ouzbékistan	2,9	4	1,0
70	Argentine	2,8	10	0,6
71	Côte d'Ivoire	2,7	4	0,8
	Honduras	2,7	5	0,6
	Inde	2,7	12	0,4
	Russie	2,7	12	1,0
	Tanzanie	2,7	4	0,7
	Zimbabwe	2,7	6	0,5
77	Pakistan	2,6	3	1,2
	Philippines	2,6	11	0,6
	Roumanie	2,6	7	0,8
	Zambie	2,6	4	0,5
81	Albanie	2,5	3	0,8
	Guatemala	2,5	6	0,6
	Nicaragua	2,5	5	0,7
	Venezuela	2,5	10	0,5
85	Géorgie	2,4	3	0,7
	Ukraine	2,4	6	0,7
	Vietnam	2,4	7	0,8
88	Kazakhstan	2,3	4	1,1
89	Bolivie	2,2	6	0,4
	Cameroun	2,2	4	0,7
	Équateur	2,2	7	0,3
	Haïti	2,2	3	1,7
93	Moldavie	2,1	4	0,6
	Ouganda	2,1	4	0,3
95	Azerbaïdjan	2,0	4	0,3
96	Indonésie	1,9	12	0,6
	Kenya	1,9	5	0,3
98	Angola	1,7	3	0,2
	Madagascar	1,7	3	0,7
	Paraguay	1,7	3	0,2
101	Nigeria	1,6	6	0,6
102	Bangladesh	1,2	5	0,78

## INDICE 2002 DE PERCEPTION DE LA CORRUPTION ACTIVE

Pour la première fois en 1999, TI a pu élaborer un indice de corruption active<sup>3</sup>, portant sur la propension des entreprises d'une vingtaine des principaux pays exportateurs de produits industriels à recourir à

la corruption pour s'assurer des marchés.

Une nouvelle enquête<sup>4</sup> semblable a été menée par TI en 2002 dans 15 grands pays émergents<sup>5</sup> auprès de 835 professionnels du commerce extérieur (responsables de grandes sociétés et de banques - expatriés ou locaux -, avocats d'affaires, auditeurs, représentants de chambres de commerce étrangères).

### Indice 2002 de perception de la corruption active

Pays	2002	1999
Australie	8,5	8,1
Suède	8,4	8,3
Suisse	8,4	7,7
Autriche	8,2	7,8
Canada	8,1	8,1
Pays-Bas	7,8	7,4
Belgique	7,8	6,8
Royaume-Uni	6,9	7,2
Singapour	6,3	5,7
Allemagne	6,3	6,2
Espagne	5,8	5,3
France	5,5	5,2
États-Unis	5,3	6,2
Japon	5,3	5,1
Malaisie	4,3	3,9
Hong Kong	4,3	Inclus dans Chine
Italie	4,1	3,7
Corée du Sud	3,9	3,4
Taiwan	3,8	3,5
Chine	3,5	3,1
Russie	3,2	Non retenu
Votre pays	1,9	Non retenu

Comparée à celle de 1999, elle fait ressortir de grandes constantes, d'autant plus frappantes que les neuf dixièmes des personnes interrogées en 2002 ne font pas partie de celles qui l'avaient été en 1999. Quelques tendances nouvelles se dégagent cependant.

Chaque pays se voit attribuer une note de 0 à 10. La note est d'autant plus basse que les exportateurs du pays concerné sont considérés, par les personnes interrogées, comme davantage portés à recourir aux pots-de-vin pour emporter des marchés.

Le début et la fin de la liste n'ont que fort peu changé en trois ans. Le fait saillant est le recul des États-Unis, qui passent du 9<sup>ème</sup> au 13<sup>ème</sup> rang, juste derrière la France dont la place reste pourtant peu flatteuse et ne devance, en Europe, que celle de l'Italie.

La rubrique « votre pays », introduite en 2002, vise à recueillir l'opinion des personnes interrogées sur le recours à la corruption par les entreprises de chaque pays émergent où l'enquête est conduite.

#### NOTES

1. L'indice 2002 est paru dans la *Lettre de Transparence*, n° 15, octobre 2002, publication trimestrielle de Transparence International (France) : une ONG dont l'objectif est de combattre la corruption.
2. Certains instituts, dont les travaux sont pris en compte dans la compilation de TI, peuvent ne pas reconduire ces travaux ou, au contraire, intervenir pour la première fois ou encore introduire ou abandonner certains pays dans leurs enquêtes.
3. Cf. la *Lettre de Transparence*, n° 4, janvier 2000, et Rapport moral sur l'argent dans le monde 1999, p. 365.
4. Document paru dans la *Lettre de Transparence*, n° 13, avril 2002.
5. En Asie/Pacifique : Inde, Indonésie, Thaïlande, Corée du Sud, Philippines. En Afrique : Nigeria, Afrique du Sud, Maroc. En Amérique latine : Brésil, Argentine, Colombie, Mexique. En Europe : Russie, Pologne, Hongrie.